

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 11 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC RESEAU

9 rue Blaise Pascal
69680 Chassieu

Références : UDR-SSDAS-25-201-EM
Code AIOT : 0006110436

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement PAPREC RESEAU implanté 9 rue Blaise Pascal 69680 Chassieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC RESEAU
- 9 rue Blaise Pascal 69680 Chassieu
- Code AIOT : 0006110436
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation PAPREC RESEAU de Chassieu est divisée en 2 parties : une partie DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) et une partie DIB (déchets industriels banal) fonction-

nant indépendamment l'une de l'autre. La partie DEEE ne met en œuvre que des moyens de démantèlement et de tri basique (extraction rapide de certains composants classés « déchets dangereux », de câbles, de métaux non ferreux ou cartes électroniques). En complément de ces 2 zones d'entrepôt couvert, le site comporte un grand parking poids lourds et bennes, incluant à son extrémité nord-est deux "bunkers" piles créés en 2019 et en 2023.

Le site abrite également une activité tertiaire relativement importante avec la présence d'une quarantaine de personnes travaillant pour le siège régional des sociétés PAPREC.

Au jour de la visite, les arrêtés préfectoraux réglementant le site étaient en cours d'actualisation au profit d'un nouvel arrêté préfectoral reprenant l'ensemble des modifications présentées dans les différents porter à connaissance, cadrés par des arrêtés complémentaires et les évolutions de la réglementation (ex : nouvel arrêté ministériel, réglementation IED, etc.).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Comportement au feu	Lettre du 01/12/2023	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
2	Comportement au feu	Lettre du 01/12/2023	Sans objet
5	Système de détection	Lettre du 01/12/2023	Sans objet
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Sans objet
7	Stockage des déchets	Lettre du 01/12/2023	Sans objet
8	Gestion du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 28/10/2013, article 7.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que l'exploitant PAPREC RESEAU gère correctement l'entreposage et la gestion administrative des déchets réceptionnés. Par ailleurs, elle constate également que l'exploitant a mis en place divers éléments (murs coupe feu, procédures, état des stocks, caméras thermiques) permettant de s'assurer de la gestion du risque incendie.

L'Inspection constate également des axes d'amélioration concernant le plan de défense incendie mise en place.

L'Inspection constate que l'ensemble des modifications présentées dans le Porter à Connaissance du 10/10/2023 ont été mises en place mis à part la surélévation d'un mur coupe-feu, objet de la demande suivante.

Enfin, l'Inspection rappelle à l'exploitant les dispositions liées à l'arrêté ministériel du 22/12/2023 et notamment l'échéancier associé concernant l'application des différents articles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : [...] Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
Constats : L'exploitant indique pouvoir réaliser et transmettre rapidement un état des stocks de l'ensemble des produits et déchets combustibles stockés au sein de son exploitation. L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre l'état des stocks du 23/06/2025, jour de l'inspection. Suite à l'inspection, par mail du 23/06/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document demandé. Cet état des stocks reprend les différentes typologies de déchets classées par rubriques ICPE, la localisation de ce stockage et les tonnages associées. L'Inspection constate également que l'ensemble des quantités limites autorisées par le classement ICPE du site sont respectées. L'exploitant indique que ce document comprenant uniquement les quantités maximales autorisées par l'arrêté préfectoral, ainsi que le plan de défense incendie (cf. point de contrôle n°4) et de divers plans du site (réseau, stockage, registre des produits dangereux, etc.) sont tenus à disposition des services d'incendie et de secours au sein d'un casier situé à l'entrée du site. Concernant l'état des stocks mis à disposition des services d'incendie et de secours, l'Inspection rappelle à l'exploitant la nécessité d'être en capacité de fournir un état des stocks des éléments présents à l'instant T dans un délai court. Elle recommande également à l'exploitant de préciser cet état des stocks tenus à disposition des services d'incendie et de secours en détaillant les typologies de déchets stockés en complément des rubriques ICPE, cette information étant plus parlante et pertinente pour ces derniers.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Lettre du 01/12/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu : mur et porte coupe feu

Prescription contrôlée :

Porter à Connaissance du 10/10/2023

Le mur coupe feu de 8 m de haut entre l'activité DND, déchets de chantiers, déchets de mono produits et les autres activités du site dépasse de 1 mètre la toiture. Il est EI 120 minutes.

L'ouverture de ce mur entre les deux parties du bâtiment est équipée d'une porte coupe-feu EI 120 minutes également. La fermeture de cette porte est asservie à un système de détection incendie. Cette dernière est fermée hors période d'exploitation.

Constats :

L'Inspection constate la présence du mur coupe-feu indiqué localisé selon les plans transmis et séparant les activités Déchets Non Dangereux des autres activités du site.

Ce mur respecte les éléments annoncés concernant la hauteur (8 mètres) et les caractéristiques coupe-feu (murs bétons sans défaut apparent).

L'Inspection constate la présence d'une porte coupe-feu EI 120 minutes séparant les deux activités du site. L'exploitant indique que cette porte, ouverte durant l'inspection, est bien fermée hors période d'exploitation. L'Inspection constate également que sa fermeture est bien asservie au système de détection incendie.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Lettre du 01/12/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Murs coupe feu : état, localisation et hauteur

Prescription contrôlée :

Porter à Connaissance du 10/10/2023 :

Localisation et caractéristiques (état et hauteur) de l'ensemble des murs coupe-feu décrits dans le document.

Constats :

L'Inspection contrôle l'ensemble des murs coupe-feux et leurs caractéristiques décrits selon le Porter à Connaissance du 10/10/2023.

L'ensemble de ces murs coupe-feu ne présentent pas de défauts apparents susceptibles d'altérer leurs caractéristiques réputées REI 120.

De manière générale, l'Inspection constate que les stockages réalisés au sein d'un même îlot sont espacés, facilitant la circulation des personnes et créant des éléments coupe-feu supplémentaires.

Concernant la partie Déchets Non Dangereux, l'Inspection constate la présence des murs coupe-

<p>feu aux hauteurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mur CF de 3,3 mètres de hauteur sur la partie Nord et Ouest de l'îlot 3, - Mur CF de minima 5 mètres de haut (2,2 mètres demandés) sur la partie Ouest de l'îlot 6. L'Inspection note qu'un retour constitué de blocs bétons coupe-feu est également réalisé permettant d'améliorer les dispositifs coupe-feu, - Mur CF de 2,2 mètres de haut protégeant une partie de la chaîne de tri, - Mur CF de 2 mètres de haut situé à l'Est de l'îlot 9, - Mur CF de 8 mètres de haut isolant certains bureaux ainsi que les îlots 10 et 14, côté Ouest, - Mur CF de 4,5 mètres de haut entre l'îlot 11 et 12, - Mur CF de 3 mètres de haut sur les parties Sud des îlots 13 et 14. <p>Concernant la partie Déchets Dangereux, l'Inspection constate la présence des murs coupe-feu aux hauteurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mur CF de 8 mètres de hauteur (tout-hauteur) sur la partie Ouest du bâtiment, séparant les stockages réalisés des bureaux, - Mur CF de 2,8 mètres de haut isolant une partie bureau à l'Est de l'îlot 5, <p><u>L'Inspection constate que les travaux indiqués dans le Porter à Connaissance concernant la mise en place de murs coupe-feu REI 120 de 3 mètres de hauteur "pour retenir les flux de 5 kW/m² et 3 kW/m² du scénario 7 et ainsi contenir les flux thermiques à l'intérieur du bâtiment" n'ont pas été mises en place.</u></p> <p>Ces murs auraient du être situés sur les parties Est et Sud de l'îlot 7 et Est de l'îlot 8 de la partie Déchets Dangereux. L'Inspection constate que la hauteur de ces murs est inférieure à 3 mètres de hauteur (approximativement 1 mètre).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser et lui transmettre sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments démontrant de la mise en conformité des murs coupe-feu indiqués précédemment (devis, factures, photographies, bon d'intervention, etc.).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a présenté son plan de défense incendie à l'Inspection. Il l'a également transmis par mail du 23/06/2025.

Le plan de défense incendie contient les informations suivantes :

- Schéma d'alarme et d'alerte,
- Plan du site et des moyens d'extinctions,
- Plan des réseaux,
- Plan des stockages réalisés et des zones de danger,
- Inventaire des produits chimiques,
- Suivi de formation du personnel,
- Etat des stocks des éléments combustibles

L'Inspection relève des axes d'améliorations concernant les informations contenues dans ces documents.

Elle note un manque d'informations concernant la détection et l'accueil des services de secours hors période ouvrée (modalités d'accès, mesures organisationnelles, etc.). Ces éléments sont d'autant plus importants que la surveillance du site hors période ouvrée est assurée par un gardiennage et également par une société de télésurveillance. Ainsi, la répartition des tâches entre ces deux entités doit être mieux définie. Le site est également équipé d'un système de vidéosurveillance et de caméras thermiques asservies au système d'alerte et de surveillance.

L'Inspection indique également à l'exploitant que la surveillance du site assuré par le gardien doit être davantage organisé notamment concernant les rondes réalisées. En effet, l'organisation de ces dernières est encadrée par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 et sera applicable et opposable au 01/01/2026.

L'Inspection constate que le plan de défense incendie ne contient pas les informations détaillant les modalités de mise à disposition des différentes fiches de données de sécurité des produits susceptibles d'être présents au sein de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande donc à l'exploitant, sous 2 mois, de préciser son plan de défense incendie avec les éléments suivants :

- les modalités d'organisation concernant un incendie hors période ouvrée (détection, modalités d'accès et d'accueil des services d'incendie et de secours, mesures organisationnelles, etc.) et notamment la répartition des tâches entre les missions réalisées par le gardien et la société de surveillance,
- les informations détaillant les modalités de mise à disposition des différentes fiches de données de sécurité des produits susceptibles d'être présents au sein de l'installation,
- l'état des stocks transmis aux services d'incendie et de secours avec les éléments indiqués.

Ces éléments seront tenus à disposition de l'Inspection et susceptibles d'être contrôlés lors d'une prochaine inspection.

Par ailleurs, l'Inspection rappelle à l'exploitant que les modalités définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 concernant l'organisation des rondes seront applicables et opposables au 01/01/2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Système de détection

Référence réglementaire : Lettre du 01/12/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection : caméras thermiques
Prescription contrôlée : <u>Porter à Connaissance du 10/10/2023 :</u> Présence de caméras thermiques et de dôme rotatif
Constats : Par sondage, l'Inspection contrôle la présence de caméras thermiques et dôme rotatif décrit dans le Porter à Connaissance du 10/10/2023. Elle constate la présence des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- 2 caméras thermiques au sein de l'activité Déchets Non Dangereux,- 1 dôme rotatif sur l'activité de pré-tri.- A minima, 1 caméra thermique dans la zone de réception au sein de l'activité Déchets Dangereux.- Plusieurs caméras de surveillance réparties au sein du site. L'Inspection constate que les éléments techniques indiqués dans le Porter à Connaissance du 10/10/2023 sont bien présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45
Thème(s) : Risques accidentels, Trackdéchets
Prescription contrôlée : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Constats : L'Inspection questionne l'exploitant concernant plusieurs refus de déchets issus du logiciel Track-déchets. Elle prend l'exemple de plusieurs Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) réceptionnés à différentes dates : 16/05/2025, 06/02/2025 et 07/01/2025. L'exploitant explique que la plupart de ces BSD ne sont pas des réels refus de tri mais simplement des erreurs de remplissage administrative. Les BSD ne sont pas correctement remplis par les éco organismes assurant la livraison des déchets. Aussi, l'exploitant explique que, dans ce cas de figure, il refuse la réception du lot en question mais, par rupture de traçabilité autorisé par son arrêté préfectoral, devient le nouveau producteur de ce déchet. Sur le même BSD, PAPREC RESEAU est donc inscrit producteur, installation de destination et collecteur. Un nouveau BSD est alors créé pour ces déchets refusés.

L'Inspection constate donc que les alertes concernant ces refus de déchets ne sont que des formalités administratives. Au final, ces derniers sont bien réceptionnés, traités et envoyés dans les filières adéquates par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Lettre du 01/12/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des piles

Prescription contrôlée :

Porter à Connaissance du 10/10.2023 :

Les piles sont stockées dans deux bunkers fermés, constitués d'une dalle étanche formant rétention.

Les murs des bunkers sont coupe-feu 2h.

L'emplacement de ces stockages doit être conforme au plan de l'annexe 2.

Constats :

L'Inspection constate que les piles réceptionnées sont effectivement stockées au sein des deux bunkers indiqués. Ces derniers sont placés sur une dalle étanche formant rétention et sont constitués de murs coupe-feu 2h.

L'Inspection constate que les piles sont stockées conformément au Porter à Connaissance du 10/10/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2013, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques et maintenance des équipements

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'Inspection constate que l'exploitant dispose d'extincteurs et de Robinets d'Incendies Armés en quantité suffisante, accessibles et signalés et correctement répartis au sein de son installation. La vérification périodique de ces équipements a été réalisée en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite